
Rapport annuel 2005



L'INSTITUT
DE
RECHERCHE
EN POLITIQUES
PUBLIQUES

Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) est un organisme canadien, indépendant et sans but lucratif.

L'IRPP cherche à améliorer les politiques publiques canadiennes en encourageant la recherche, en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui rehausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens.

L'indépendance de l'IRPP est assurée par un fonds de dotation établi au début des années 1970.

Le fonctionnement de l'IRPP a dégagé un surplus à chacune des trois dernières années.

Points saillants financiers du Fonds de fonctionnement

(en milliers de dollars)

	2005	2004	2003
Revenus*	2 784	2 640	2 830
Charges	2 734	2 534	2 767
Revenus excédentaires	50	106	63

*Les revenus englobent les revenus de placement approuvés pour le fonctionnement, les revenus issus des publications et d'autres revenus.

Points saillants financiers du Fonds de dotation

(en milliers de dollars)

	2005	2004	2003
Valeur marchande totale en fin d'exercice	39 500	39 700	34 625



*Institute for
Research on
Public Policy*

*Institut de
recherche
en politiques
publiques*

Hugh Segal
Président

Bob Rae
Président du conseil d'administration

Janice MacKinnon
Vice-présidente du conseil d'administration

Conseil d'administration

Peter Aucoin, Halifax
Nellie Cournoyea, Inuvialuit
Catherine Delaney, Toronto
Peter Dobell, Ottawa
Doug Emsley, Regina
Ann Fitz-Gerald, R-U
Fred Gorbet, Toronto
John Helliwell, Vancouver
Shira Herzog, Toronto
Pierre Marc Johnson, Montréal
Kathleen Mahoney, Calgary
Antonia Maioni, Montréal
Barbara McDougall, Toronto
Guy Saint-Pierre, Montréal
Graham Scott, Toronto
Bernard Shapiro, Montréal
Denis Stairs, Halifax
Gordon Thiessen, Ottawa
Kent Weaver, Washington, DC
Jodi White, Ottawa
Wanda Wuttunee, Winnipeg



1470, rue Peel, #200
Montréal (Québec)
H3A 1T1
Téléphone : 514-985-2461
Télécopieur : 514-985-2559
irpp@irpp.org
www.irpp.org

L'IRPP a connu un exercice 2004-2005 aussi chargé que productif. Certains des nouveaux programmes de recherche inscrits à notre plan stratégique 2004-2009 progressent à bon rythme, d'autres sont déjà en voie d'application. Et le recours à nos travaux dans de multiples débats relatifs aux politiques publiques témoigne du rayonnement intellectuel grandissant de l'Institut.

Du côté du conseil d'administration, les administrateurs Germaine Gibara (également vice-présidente du Conseil) et Brian Flemming quittent leurs fonctions après deux mandats consécutifs de quatre ans. Leur succèdent les nouveaux administrateurs Peter Aucoin, professeur de science politique et d'administration publique à la chaire Eric Dennis Memorial de l'Université Dalhousie, qui s'était joint l'an dernier au Comité de recherche du Conseil sans siéger à celui-ci, ainsi que l'honorable Barbara McDougall, conseillère au cabinet d'avocats Aird & Berlis, ancienne ministre canadienne des Affaires étrangères et membre de l'IRPP depuis 2002 à titre de représentante d'un organisme compatible. C'est à ce dernier titre que Graham Scott, président de l'Institut canadien d'information sur la santé, se joint aussi à l'IRPP. Enfin Joel Sokolsky, doyen des arts au Collège militaire royal du Canada, qui a agi comme conseiller externe du programme de recherche SNIP de l'Institut (aujourd'hui Défense, diplomatie et développement) et qui est l'auteur de plusieurs études (notamment de « *Guarding the Continental Coasts: United States Maritime Homeland Security and Canada* », *Enjeux publics IRPP*, mars 2005), se joint au Comité de recherche du Conseil sans en être administrateur.

Je me réjouis en outre de l'élection de Janice MacKinnon à la vice-présidence du Conseil, où elle siège depuis 2003, pour un mandat de trois ans. Professeure de politiques publiques à l'Université de la Saskatchewan et ancienne ministre des Finances de cette province, on lui doit « *The Arithmetic of Health Care* », étude publiée dans le cadre du programme de recherche Santé et politiques publiques de l'IRPP (*Enjeux publics IRPP*, juillet 2004).

J'aimerais remercier chaleureusement ceux qui quittent le Conseil de leur précieuse contribution aux travaux de l'IRPP, et souhaiter la bienvenue aux nouveaux venus. Ensemble, nous connaissons sûrement en 2005-2006 une autre année des plus productives.

Hon. Bob Rae,
P.C., O.C., Q.C.
Président du conseil d'administration



L'exercice 2004-2005 de l'IRPP a été marqué par une intense activité de recherche. Au-delà du programme de recherche approuvé par le Conseil, il a donné lieu à un nombre record de symposiums, de déjeuners-causeries et de publications. Tout au long d'une année fertile en rééquilibrages et en transitions politiques, en défis majeurs sur la scène mondiale et en tournants décisifs à l'échelle du pays, le dynamisme de l'IRPP aura suscité de solides engagements, un réel intérêt médiatique et la double participation d'universitaires et de spécialistes.

Les initiatives de recherche de l'IRPP sont regroupées autour de trois grands thèmes, approuvés par le Conseil dans le cadre du plan stratégique 2004-2009.

Le premier thème, Le Canada et le monde, est axé sur notre politique étrangère et notamment sur les approches stratégiques optimales d'un « petit pays » comme le nôtre face à ses intérêts économiques et géopolitiques. Nos travaux à ce chapitre ont surtout porté sur l'interaction des questions de sécurité nationale, de maintien de la paix et de développement, de même que sur la promotion du développement démocratique à l'étranger. Sur le plan intérieur, nous avons privilégié les politiques relatives à l'immigration (y compris en matière de reconnaissance des compétences et de gestion multilatérale des mouvements migratoires) et à la coordination canado-américaine (y compris en matière d'interopérabilité militaire, de gestion des infrastructures de transport, et de migration).

Sur le thème Croissance économique et progrès social, nous avons mis l'accent sur les politiques nécessaires au maintien de la croissance et du progrès social à l'heure de tendances démographiques lourdes et d'une compétitivité mondiale grandissante. Les soins de santé ayant figuré au premier rang du débat politique pendant une grande partie de l'année, l'IRPP a publié des études sur la viabilité financière de notre système de santé, l'étendue des services financés par l'État et les incitations à la concurrence dans la prestation des soins. Suivant un second axe de recherche, nous avons examiné le traitement des revenus de ressources naturelles prévu au programme fédéral de péréquation. L'Institut a par ailleurs fait d'intéressantes contributions aux débats sur les télécommunications, l'aide financière aux étudiants et la dette publique.

La gouvernance au XXI^{ème} siècle, notre troisième et dernier thème, a donné lieu à l'analyse des risques et défis auxquels le Canada sera confronté au XXI^e siècle. L'examen approfondi des tendances actuelles et futures en ce qui concerne l'intégration nord-américaine du point de vue de la gouvernance aura constitué l'élément central de nos travaux. Parmi les autres domaines que nous avons explorés, citons la réforme électorale, le renforcement des institutions démocratiques canadiennes et la dimension fiscale des relations fédérales-provinciales.

LE CANADA ET LE MONDE

En septembre 2004 a eu lieu un dîner-causerie ayant pour invité d'honneur l'ambassadeur de Russie à Ottawa, Son Excellence Georgiy Mamedov. Portant sur la coopération énergétique entre la Russie et l'Amérique du Nord, la rencontre a attiré à Toronto un auditoire de premier plan.

En novembre 2004, l'IRPP a accueilli et présidé à Québec le colloque Canada-Royaume-Uni, intitulé « Identité transatlantique et action internationale ». La rencontre de deux jours était co-commanditée par la Walter and Duncan Gordon Foundation, la School of Policy Studies de Queen's, l'Université Laval, l'Institut québécois des hautes études internationales, le Foreign and Commonwealth Office et le ministère canadien des Affaires étrangères. Plus de 60 représentants du Canada et du Royaume-Uni, universitaires, spécialistes, chefs d'entreprise et étudiants ont participé à l'événement. Début 2005, un lien du site Web de l'IRPP renvoyait à l'excellent **compte rendu de la rapporteuse Jennifer Welsh**, de l'Université d'Oxford.

En février 2005, nous avons accueilli au bureau de l'IRPP l'ambassadeur sortant des États-Unis au Canada, M. Paul Cellucci, qui s'est exprimé sur l'évolution des relations canado-américaines pendant son mandat et sur les défis qui attendent son successeur. Ont assisté à cette rencontre des journalistes, des représentants de l'IRPP, des chefs d'entreprise, le recteur de l'Université Concordia et des collègues de la Fondation Trudeau.

En mars 2005, l'IRPP a commandité à Toronto un déjeuner-causerie avec la nouvelle haut-commissaire de l'Inde au Canada, Son Excellence Shyamala B. Cowsik, où il a été question de l'importance et de la performance de ce pays en matière économique, stratégique et technologique.

Choix du Canada en Amérique du Nord

Lancée en 2001 par Daniel Schwanen, alors économiste principal de l'IRPP, cette série sur l'intégration nord-américaine s'est conclue par une série d'événements et de publications.

Nous avons publié en août « **Beyond Zero Sum: Trade, Regulation and NAFTA's Temporary Entry Provisions** » (*Enjeux publics IRPP*, vol. 5, n° 6) une étude d'Allison Young (Commerce international Canada). L'auteure y soutient que l'application des dispositions de l'ALENA sur l'admission temporaire des gens d'affaires entre le Canada, les États-Unis et le Mexique favorise l'évolution des règles nationales et internationales en la matière et crée un espace mondialisé propice à la réalisation d'objectifs communs.

Dans une étude intitulée « **Fixing the Potholes in North American Transportation Systems** » (*Choix IRPP*, vol. 10, n° 8), Norman Bonsor (Lakehead University) observe que l'infrastructure



ture de transport nord-américaine ne suffit plus à absorber le volume croissant des échanges transfrontaliers, un problème à régler d'urgence pour éviter à l'économie canadienne d'en subir de graves conséquences à long terme. L'étude a fait l'objet d'une importante couverture médiatique, surtout dans les régions frontalières.

Nous avons publié en septembre une série de documents de travail intitulée « *Mapping the New North American Reality* ». Dirigée par Stephen Blank, Stephanie Golob et Guy Stanley, cette série compte 17 études traitant de questions d'économie, de société, de défense et de transport à l'heure de l'intégration nord-américaine, toutes issues d'un groupe d'étude co-commandité en novembre 2003 par l'IRPP et HÉC-Montréal.

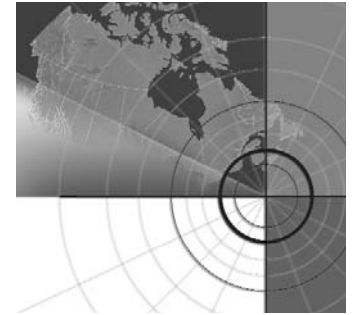
Au cour de la campagne électorale américaine, l'IRPP a organisé en octobre deux événements d'actualité. À Toronto, James Thurber (American University Centre for Politics) a présenté devant un auditoire nombreux un exposé intitulé « *The Dynamics of American Electoral Choice: What to Expect and Why* », tandis que Michael Lewis-Beck (University of Iowa) présentait à Montréal une communication intitulée « *The Critical Determinants of the Coming US Election* ».

Le 24 janvier 2005, l'IRPP et le Public Policy Program de l'Université Simon Fraser ont tenu à Vancouver un déjeuner-causerie intitulée « *Security, Trade and North American Integration: Key Policy Opportunities* ». Trois collaborateurs de l'IRPP y ont présenté leurs récents travaux : Joel Sokolsky, doyen des arts au CMR, a parlé de la dynamique de sécurité nord-américaine ; Daniel Schwanen, ancien économiste principal de l'IRPP et actuel directeur de recherche et de planification stratégique au Centre pour l'innovation en gouvernance internationale, a présenté le résultat de son étude sur le processus d'un éventuel traité de l'Amérique du Nord parue dans notre série *L'art de l'État* ; et Jonathan Kesselman, titulaire de la chaire de recherche sur le Canada à l'Université Simon Fraser, a présenté les conclusions de son étude intitulée « *Tax Design for a Northern Tiger* » (*Choix IRPP*, vol. 10, n° 1), dans laquelle il propose un cadre fiscal adapté à la conjoncture d'une Amérique du Nord compétitive et interconnectée au sein de laquelle le Canada veut à la fois rester concurrentiel et conserver ses programmes sociaux.

Sécurité nationale et interopérabilité militaire

Parue en mai, une étude de Sean Maloney intitulée « *Force Structure or Forced Structure? The 1994 White Paper on Defence and the Canadian Forces in the 1990s* » (*Choix IRPP*, vol. 10, n° 5) analyse les insuffisances du Livre blanc sur la défense de 1994 et propose des mesures susceptibles d'éviter aux stratégies les erreurs passées en matière de planification, de technique, de structure des forces et de priorités. L'étude a servi de document source pour la récente révision de politique étrangère et de défense.

De Joel J. Sokolsky, l'IRPP a publié en juin « *Realism Canadian Style: National Security Policy and the Chrétien Legacy* » (*Enjeux publics IRPP*, vol. 5, n° 2), une étude qui examine l'héritage de Jean Chrétien en politique étrangère et de défense à la lumière des relations de sécurité canado-américaines. L'auteur s'y réjouit de la thèse énoncée dans la Politique de sécurité nationale selon laquelle le Canada doit se montrer plus « sélectif dans le déploiement de ses forces armées à l'étranger », et juge parfaitement légitime de concilier impératifs de sécurité intérieurs et



internationaux. « Tout en maintenant une capacité outre-mer, conclut-il, Ottawa devrait faire valoir auprès de Washington (et du peuple américain) que, dans le cadre des programmes d'amélioration des mesures de sécurité, le Canada contribue de façon encore plus significative à la sécurité des États-Unis par ses efforts militaires et non militaires pour sécuriser leur territoire. »

Pour clore cette section du programme de recherche amorcée en juin 2001, l'IRPP a lancé à Ottawa au début d'avril un ouvrage intitulé *Geopolitical Integrity*, qui regroupe bon nombre des études parues depuis la création du programme lui-même. Plusieurs enjeux critiques de sécurité nationale y sont abordés, dont les suivants : préparation des transitions d'après-conflit, coordination navale, planification des forces terrestres pour le maintien de la paix, questions suscitées par le Livre blanc sur la défense de 1994, capacité réelle de déploiement dans le cadre du second conflit irakien.



Développement démocratique international

Dirigé par George Perlin, de l'Université Queen's, le programme de recherche Développement démocratique international de l'IRPP a fait l'objet en septembre d'un symposium d'une journée et demie tenu à Ottawa sur le thème « *Canada's Role in*

International Assistance to Democratic Development ». L'événement a réuni une soixantaine de représentants du monde universitaire, des milieux gouvernementaux et du secteur non gouvernemental. Au cours des semaines précédant la rencontre, certains des textes préparés pour cette occasion ont été débattus en ligne lors d'un « séminaire virtuel » organisé par l'IRPP.

L'un de ces documents, « *Advancing Democracy Abroad: A Proposal to Create the Democracy Canada Institute* », présenté au symposium par Thomas Axworthy et Leslie Campbell, a été lancé peu après sur le site Web de l'IRPP.

Une étude de Gerald Schmitz, « *The Role of International Democracy Promotion in Canada's Foreign Policy* », a été publiée en novembre 2004 (*Enjeux publics IRPP*, vol. 5, n° 10). L'auteur préconise la création d'une tribune où les Canadiens débattraient du rôle de leur pays en matière d'assistance démocratique. L'auteur reconnaît que « le Canada pourrait faire plus et mieux » mais estime qu'il n'aurait pas à réinventer la roue s'il choisissait d'étoffer son rôle en la matière. Il ne faudrait pas toutefois qu'il s'engage sans avoir soigneusement mesuré les conséquences de son action sur les politiques et les ressources concernées. Les études sur ce thème ayant gagné en pertinence à la lumière du nouveau rôle d'observateur joué par le Canada lors d'élections tenues dans des pays comme l'Ukraine et l'Irak, nous préparons la publication d'ici à la fin 2005 d'autres études dans ce domaine de recherche.

Politique de l'immigration

L'année 2004-2005 a été particulièrement féconde du côté du programme de recherche Politique de l'immigration, dirigé par Geneviève Bouchard et reliant les priorités en matière de gouvernance, d'économie et de société.



Les 1^{er} et 2^{ème} avril 2004, l'IRPP a tenu à Ottawa une conférence intitulée « **North American Integration: Migration, Trade and Security** », co-commanditée par le John Goodwin Tower Center for Political Studies de la Southern Methodist University de Dallas. Deuxième d'une série de trois conférences dont la première s'est déroulée l'an dernier à Dallas, la rencontre a attiré un auditoire nombreux d'universitaires et d'experts américains, canadiens et mexicains. Les conférenciers d'honneur étaient Geronimo Gutiérrez Fernández, sous-secrétaire mexicain des Relations extérieures, Thomas Axworthy (universités Harvard et Queen's) et Sydney Weintraub (Center for Strategic and International Studies à Washington). Parmi plusieurs autres conférenciers de renom, citons James Hollifield (Southern Methodist University), Phil Martin (University of California at Davis), Lindsay Lowell et Susan Martin (Georgetown University), John Helliwell (Université de la Colombie-Britannique), Jeffrey Reitz (Université de Toronto), Christopher Rudolph (University of California at Los Angeles), Rey Koslowski (Rutgers University), John Noble (Université de Carleton) et Sandra Polaski (Carnegie Endowment for International Peace). L'événement a suscité une importante couverture médiatique, y compris des entrevues sur les chaînes CBC et CPAC, un reportage sur RCI et des comptes rendus du *Globe and Mail*, du *Toronto Star*, du *Ottawa Citizen*, de la Presse canadienne et de Canwest.

Le jour d'ouverture de cette conférence, nous avons publié une étude d'Hélène Pellerin intitulée « **Intégration économique et sécurité : nouveaux facteurs déterminants de la gestion de la migration internationale** » (*Choix IRPP*, vol. 10, n° 3). Première d'une série de documents à paraître dans le cadre de ce programme de recherche, cette étude examine les initiatives multilatérales de gestion des mouvements de population à l'échelle européenne, nord-américaine et mondiale. Intensifiées depuis le 11 septembre 2001, les craintes liées à la sécurité et à l'économie obligent les États à harmoniser leurs politiques migratoires, observe l'auteure. Or, en l'absence de cadre juridique mondial, on tend à se référer au droit commercial international. La traduction anglaise de cette étude, « **Economic Integration and Security: New Key Factors in Managing International Migration** » a paru en août (*Choix IRPP*, vol. 10, n° 6).

Nous avons publié en juillet « **Beyond Harmonization: How US Immigration Rules Would Have Worked in Canada** » (*Enjeux publics IRPP*, vol. 5, n° 4), d'Alan Green (Queen's), qui examine l'« argument du périmètre » à l'aide d'une approche hypothético-déductive afin d'illustrer comment nos politiques d'immigration auraient été déformées si nous avions adopté les règles américaines en la matière. En appliquant ces règles à l'admission des immigrants, nous aurions compromis le développement économique et social du Canada, estime l'auteur.

En février 2005, nous avons publié une étude de Jeffrey Reitz (Université de Toronto) intitulée « **Tapping Immigrants' Skills – New Directions for Canadian Policy in the Knowledge Economy** » (*Choix IRPP*, vol. 11, n° 1), qui affirme que la sous-utilisation des compétences des immigrants est un problème à régler d'urgence car elle accentue la tendance à la baisse qu'on observe dans le taux d'emploi et le niveau de revenu de cette population. Une tendance qui perdure malgré un niveau de plus en plus élevé de scolarisation et de maîtrise d'au moins une des langues officielles chez les nouveaux immigrants.

L'Institut a publié en février 2005 « **The Discounting of Immigrants' Skills in Canada: Evidence and Policy Recommendations** », une étude de Naomi Alboim, de la Maytree Foundation et de l'Université Queen's, Ross Finnie, chercheur à Statistique Canada également rattaché à l'Université Queen's, et Ronald Meng, de l'Université de Windsor (*Choix IRPP*, vol. 11, n° 2). Bien que le Canada continue d'accueillir chaque année un grand nombre d'immigrants qualifiés, y affirment les auteurs, leur scolarité et leur expérience de travail à l'étranger restent dévaluées. Aussi, les gouvernements doivent-ils mieux informer les employeurs canadiens qui méconnaissent la valeur de ces compétences, en centrant leur action sur trois principaux domaines : attestation d'études, compétences professionnelles et aptitudes linguistiques.

Au lancement de ces deux études, à Toronto, au cours d'un déjeuner-causerie sur le thème « **The Underutilization of Immigrants' Skills and Credentials in Canada: Policy Issues and Solutions** », les professeurs Alboim, Finnie et Reitz en ont présenté les conclusions. Et, en février, Jeffrey Reitz présentait les résultats de sa recherche devant le Comité parlementaire permanent sur l'immigration.

Défense, diplomatie et développement

Ce programme de recherche examine les incidences politiques de l'approche coordonnée – ou approche 3D –, qui vise à coordonner les efforts de différents ministères, à la fois entre eux et avec les acteurs non gouvernementaux, lors de situations de transition ou d'après-conflit, dans ce qui est présenté comme le « **nexus sécurité-développement** ».

Selon le premier document de ce programme de recherche, « **Addressing the Security-Development Nexus: Implications for Joined-Up Government** », signé Ann Fitz-Gerald (*Enjeux publics IRPP*, vol. 5, n° 5), les programmes d'aide au développement des sociétés en transition ou sortant d'un conflit, comme l'Afghanistan, l'Irak ou Haïti, doivent traiter plus globalement les questions de développement et de sécurité. Plus précisément, l'auteure préconise une approche gouvernementale décloisonnée, qui consiste à coordonner les efforts de planification de tous les ministères concernés par ces deux questions.

En octobre 2004, l'IRPP a co-commandité avec la Norman Patterson School of International Affairs de l'Université de Carleton et le Centre Pearson pour le maintien de la paix une conférence tenue à Ottawa sur le thème « **New Directions in Building Peace: The Integration of Diplomacy, Defence and Development** ». Les conférenciers provenaient de l'ONU, des forces armées du Canada et d'ailleurs, et d'ONG engagées en développement et en activités de transition à l'échelle mondiale. Figurant parmi les principaux invités, Ann Fitz-Gerald a présenté ses recherches sur les transitions d'après-conflit (en partie publiées par l'IRPP).

Toujours en octobre, l'IRPP, le Centre for International Relations de Queen's et le Programme d'études sur la guerre du Collège militaire royal du Canada ont commandité un symposium intitulé « **Security and Defence: National and International Issues** » tenu à Kingston pour les étudiants diplômés.

En novembre a paru « **Canadian Naval Future: A Necessary Long-Term Planning Framework** », de Peter T. Haydon (*Document de travail IRPP*, n° 2004-12), une étude consacrée aux mesures que devrait prendre le gouvernement fédéral pour assurer le maintien à long terme des capacités navales du pays. Le Canada doit élaborer « une définition globale et non partisane du rôle exact des forces armées dans le contexte général de la sécurité nationale et mondiale », cet exercice n'ayant pas été refait depuis 1994. En février 2005, M. Haydon a présenté son étude au Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense.

En mars 2005, une étude de Irv Marucelj intitulée « **Mature Peacekeeping Operations as Facilitators of Organized Crime** » a été publiée (*Document de travail IRPP*, n° 2005-01). L'auteur y soutient que les opérations de maintien de la paix de longue durée favorisent involontairement le crime organisé et transnational, en décrit le cas de la Bosnie à l'appui de sa thèse.

Politique publique économique et croissance économique

L'article de Thomas J. Courchene intitulé « **Confiscatory Equalization: The Intriguing Case of Saskatchewan's Vanishing Energy Revenues** », publié en mars 2004 (*Choix IRPP*, vol. 10, n° 2), a continué de susciter de fortes réactions en Saskatchewan et à Ottawa. L'auteur y examine comment les distorsions de la formule de péréquation appliquée aux revenus énergétiques de cette province entraînent à long terme le recouvrement abusif de plus de 100 millions de dollars à même son régime fiscal, une situation injuste comparativement à celle du Québec et des provinces de l'Atlantique.

En avril 2004, le professeur Courchene a défendu son point de vue devant le Comité sénatorial permanent sur les finances nationales. Cette publication de l'IRPP a non seulement obtenu une vaste couverture médiatique, elle a également suscité le dépôt d'une résolution au Parlement de la Saskatchewan et une réaction officielle du ministre des Finances Goodale, en l'occurrence des paiements qui totalisaient plus de 300 millions de dollars au troisième trimestre de 2004-2005. En février 2005, le *National Post* a publié un texte d'opinion sur les paiements de péréquation, dans lequel le premier ministre de la Saskatchewan Lorne Calvert affirme ce qui suit : « C'est seulement depuis l'important article de Tom Courchene sur la question, récemment publié par l'Institut de recherche en politiques publiques, que le gouvernement fédéral a réagi aux demandes de la Saskatchewan. » Depuis toujours un exemple de rigueur intellectuelle pour les membres et chercheurs de l'IRPP, Tom Courchene aura fait ici une contribution particulièrement marquante dans ce domaine clé des relations fédérales-provinciales.

Sur le même sujet, et juste avant la rencontre des premiers ministres sur la péréquation, l'IRPP a publié en octobre 2004 une étude de Wade Locke et Paul Hobson intitulée « **An Examination of the Interaction between Natural Resource Revenues and Equalization Payments: Lessons for Atlantic Canada** » (*Document de travail IRPP*, n° 2004-10). Les auteurs y analysent certains traitements alternatifs des revenus de ressources naturelles afin de déterminer, à l'aide de simulations et en regard de l'actuel programme de péréquation, quelle serait leur incidence sur les transferts aux provinces dépourvues de tels revenus. Ils expliquent aussi pourquoi les agences et ministères chargés de développement économique régional doivent mieux comprendre l'interaction de la péréquation et de l'exploitation des ressources, de même que ses répercussions sur le cadre d'action des régions en matière d'économie et de développement. Un texte d'opinion de l'IRPP sur d'éventuelles modifications à la formule de péréquation a paru dans le *Globe and Mail* la même semaine que la publication de cette étude.

Sur la politique des télécommunications, nous avons publié en août 2004 une étude d'Yves Rabeau (Université du Québec à Montréal) intitulée « **La vague schumpétérienne dans les télécommunications : implications pour les politiques publiques** » (*Choix IRPP*, vol. 10, n° 7, en français et en anglais). L'effondrement du secteur s'explique par des attentes irréalistes et la faiblesse des modèles de gestion, estime l'auteur, qui décrit comment les sociétés de télécommunications ont massivement investi à la fin des années 1990 dans des réseaux haute vitesse en s'inspirant de modèles de gestion qui anticipaient une explosion du commerce électronique, qui ne s'est pas matérialisée. La clé d'un marché dynamique et compétitif résiderait ainsi dans la mise en concurrence des technologies de communication.

Sur la question de la dette du Québec, nous avons publié en octobre « **La dette publique : un défi prioritaire pour le Québec** », de Marcelin Joanis et Claude Montmarquette » (*Choix IRPP*, vol. 10, n° 9), selon laquelle le niveau de la dette de cette province est trop élevé et continue de croître malgré l'objectif de déficit zéro établi dès 1996. Peu après la publication de cette étude, l'IRPP et le CIRANO (Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations) ont tenu à Montréal un déjeuner-causerie sur le sujet en compagnie des deux auteurs, de Joseph Facal (École des hautes études commerciales) et de Pierre Fortin (Université du Québec à Montréal).



Santé et politiques publiques

En avril 2004, l'IRPP a publié cinq documents de travail dans le cadre d'une série intitulée « **Defining the Medicare Basket: Health Care Decision Making in Canada** ». Ces textes rendent compte des travaux d'une équipe de recherche multidisciplinaire dirigée par Colleen Flood, Carolyn Tuohy et Mark Stable (tous de l'Université de Toronto), qui étudie depuis février 2003 le processus décisionnel relatif aux soins et traitements offerts ou non dans le panier des services médicaux financés par l'État, et l'intérêt d'en réformer le processus. En voici la liste :

- « The Boundaries of Medicare: The Role of Ontario's Physician Services Review Committee », par Colleen M. Flood et Joanna Erdman
- « The Physician Services Committee: The Relationship between the Ontario Medical Association and the Ontario Ministry of Health and Long Term Care », par Tom Archibald et Colleen M. Flood
- « Development of a Taxonomy for Health Care Decision-Making in Canada », par Peter C. Coyte
- « The Boundaries of Canadian Medicare: The Role of Medical Directors and Public Participation in Decision Making », par Mona Awad, Julia Abelson et Colleen M. Flood
- « What Is In and Out of Medicare? Who Decides? », par Colleen M. Flood, Carolyn Tuohy et Mark Stable.

En novembre, l'IRPP et l'Université de Toronto ont organisé, à Toronto, une conférence intitulée « Careful Consideration: Decision Making in the Health Care System ». Au cours de cette journée, l'équipe de recherche sur le « panier des services de santé » a présenté la seconde phase de son projet. Cet événement, dont le conférencier d'honneur était le ministre québécois de la Santé et des Services sociaux Philippe Couillard, a attiré plus de 100 fonctionnaires, universitaires, spécialistes et fournisseurs du secteur de la santé.

Une étude de Janice MacKinnon (Université de la Saskatchewan), « **The Arithmetic of Health Care** » (*Enjeux publics IRPP*, vol. 5, n° 3), a eu un impact considérable à l'été 2004. Ministre des Finances de la Saskatchewan sous Roy Romanow, l'auteure y propose des moyens pour financer le système de santé de manière à ne pas compromettre le financement des autres priorités gouvernementales. Les Canadiens devront tôt ou tard déboursier davantage pour leurs soins de santé, mais comment franchir cette étape sans enfreindre la *Loi canadienne sur la santé*, s'interroge-t-elle. Ce lancement a coïncidé avec un déjeuner-causerie tenu en juillet à Toronto à l'occasion duquel un débat d'experts a réuni l'auteure, France St-Hilaire, de l'IRPP, et Thomas Courchene, chercheur principal de l'Institut. L'étude a été largement commentée dans la presse écrite et électronique.

L'IRPP a publié en septembre une étude des sénateurs Michael Kirby et Wilbert Keon intitulée « **Why Competition is Essential in the Delivery of Publicly Funded Health Care Services** » (*Enjeux publics IRPP*, vol. 5, n° 8), un texte provocant selon lequel l'unique moyen d'éviter la crise financière du régime d'assurance-maladie consiste à rentabiliser la prestation des services de santé. Or, ce n'est qu'en faisant jouer les « forces du marché » qu'on y parviendra, soutiennent les auteurs. L'IRPP a tenu avec ces derniers un débat d'experts au Cercle national des journalistes à Ottawa, qui a coïncidé avec le lancement du document.

Conciliation travail-vie et politique familiale

L'IRPP poursuit ses travaux en politique familiale sous la direction de Sarah Fortin, qui a privilégié cette année les questions relatives à la qualité des services de garde et à la conciliation vie-travail.

Nous avons publié en août 2004 « **Meeting the Need: A New Architecture for Canada's Student Financial Aid System** », une étude de Ross Finnie, Alex Usher et Hans Vossensteyn (*Enjeux publics IRPP*, vol. 5, n° 7). À l'examen du système canadien d'aide financière aux étudiants, les auteurs concluent à l'inefficacité du « modèle centré sur les étudiants » pour ce qui est d'assurer à tous les Canadiens admissibles les moyens de poursuivre sans contraintes excessives des études supérieures. Ils recensent plusieurs des problèmes du système actuel, et proposent de remplacer les multiples programmes actuels par un système unique et cohérent qui procure « de façon efficace, efficiente et sans gaspillage une aide optimale à ceux qui en ont besoin ».

Cette étude a suscité un vif intérêt dans tout le pays : entrevues radio sur le réseau de la SRC à Québec, Montréal et Calgary, entrevue télévisée sur la chaîne Global, textes d'opinion dans le magazine *MacLean* et les quotidiens *La Presse* et *The National Post*.

En novembre, alors qu'Ottawa et les provinces se réunissaient pour concrétiser la promesse libérale d'un réseau national de garderies, le *Toronto Star* a publié un texte d'opinion de la directrice de recherche Sarah Fortin, qui s'appuyait sur les études publiées par l'Institut et les projets en cours pour tirer les leçons du modèle québécois de services de garde.

Toujours en novembre, la professeure Janet Currie, de l'University of California at Los Angeles, a parlé d'éducation de la petite enfance aux États-Unis lors d'un déjeuner-causerie tenu à Montréal. Intitulé « The Head Start Child Development Programs in the US », son exposé se proposait notamment d'inciter les spécialistes à planifier des mesures favorisant la qualité dans ce domaine et la préparation des jeunes enfants à leurs premières années scolaires.

Sarah Fortin a organisé en mai 2004 un atelier sur le thème « Conciliation vie-travail au XXI^e siècle » pour préciser l'orientation d'un nouveau programme de recherche. Parmi les participants de cette journée tenue à Montréal, citons Marcel Mérette (Université d'Ottawa), Richard Chaykowski (Queen's), Donna Lero (Université de Guelph), Paul Kershaw (Université de la Colombie-Britannique), Brian Langille (Université de Toronto), Shelley Phipps (Dalhousie) et Diane-Gabrielle Tremblay (UQAM), qui ont discuté des nombreuses pistes en la matière. Une proposition de recherche soumise dès juin au conseil d'administration a ensuite été approuvée par celui-ci.

L'art de l'État

Les textes du deuxième séminaire de travail L'art de l'État, tenu à Montebello en octobre 2003 sur le thème « **Thinking North America: Prospects and Pathways** », ont été publiés en coffret de huit in-folios plutôt qu'en un seul ouvrage, suivant une démarche novatrice qui favorise la parution plus rapide des études de l'IRPP.

L'in-folio n° 1 comprend un tour d'horizon complet de la série rédigé par Tom Courchene, les points de vue de Peter Leslie, de Jeffrey J. Schott, de Debra Steger et de Ma Isabel Studer Noguez sur l'avenir de l'Amérique du Nord, de même que la liste de tous les in-folios de la série accompagnée d'un résumé de leur contenu.

Dans l'in-folio n° 2, intitulé « **A New Accommodation with the United States: The Trade and Economic Dimension** », Michael Hart (Université de Carleton) soutient qu'il est temps pour le Canada et les États-Unis de collaborer plus étroitement à la sécurité et à la prospérité de leurs citoyens. Les choix sont clairs et les deux pays « doivent prendre volontairement les mesures qui s'imposent pour adapter l'architecture de leurs relations aux défis d'une interdépendance croissante et aux réalités de l'après-11 septembre en matière de politique et de sécurité ».

Dans l'in-folio n° 3, « **The Role of Subnational Governments in North American Integration** », Earl Fry (Brigham Young University) analyse comment les capitales des États et provinces influent sur le processus d'intégration nord-américaine. L'auteur fait état d'une spectaculaire augmentation des liens transfrontaliers au niveau sous-national, reflet selon lui de l'interdépendance économique grandissante entre les trois pays de l'Amérique du Nord.

Dans l'in-folio n° 4, « **Vers un traité de l'Amérique du Nord : élargir le cadre des relations trilatérales** », Daniel Schwanen élabore une proposition de traité qui, en établissant des obligations réciproques en matière de sécurité et en élargissant les liens économiques entre régions, entreprises et citoyens, engagerait dans une nouvelle direction les relations entre le Canada, les États-Unis et le Mexique tout en réaffirmant la souveraineté de chaque pays. Paru en version originale anglaise sous le titre « **Deeper, Broader: A Roadmap for a Treaty of North America** », ce document a également été traduit en espagnol.

Dans l'in-folio n° 5, « **Thinking North American Environmental Management** », Scott Vaughan se demande si l'ALENA et l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement tiennent vraiment compte des effets de l'intégration économique sur le cadre réglementaire et la qualité de l'environnement, et examine si les deux accords ont jeté les bases d'un régime environnemental nord-américain. Dans ses commentaires sur cette étude, Debora VanNijnatten (Université Wilfrid Laurier) estime que l'auteur, à l'exemple de plusieurs spécialistes, considère que les problèmes environnementaux relèvent des gouvernements nationaux alors qu'ils ont le plus souvent une dimension régionale, et qu'il est beaucoup plus efficace de collaborer à ce niveau pour les résoudre.

L'in-folio n° 6 regroupe trois études qui évaluent l'efficacité avec laquelle l'ALENA permet de gérer les potentialités nord-américaines et l'intérêt des nouvelles institutions : « **FTA at 15, NAFTA at 10: A Canadian Perspective on North American Integration** », du chercheur principal de l'IRPP Tom Courchene ; « **Giving Direct Effect to NAFTA: Analysis of Issues** », de Armand de Mestral et Jan Winter ; et « **Where's the Beef? Law, Institutions and the Canada-US Border** », de Robert Wolfe.

L'in-folio n° 7 comprend deux études qui soutiennent qu'il est impossible de séparer les dimensions économique et politique du débat sur l'intégration nord-américaine : « **The Long-Run Determinants of Deep/Political Canada-US Integration** », de John N. McDougall, et « **North American Citizenship: Possibilities and Limits** », de Jennifer Welsh.

Enfin, l'in-folio n° 8 regroupe des textes de Sylvia Ostry, de Maryse Robert, de Jaime Zabludovsky et de Alan Alexandroff sur le rôle de l'ALENA dans l'environnement commercial élargi du monde et des grandes régions du globe.

En mai 2005, ce coffret a donné lieu à un lancement très réussi à Ottawa, à l'occasion duquel un débat d'experts animé par Thomas Courchene a réuni les auteurs Robert Wolfe, Daniel Schwanen et Maryse Robert.



Fédéralisme canadien

En juillet 2004, nous avons mis en ligne une étude de Stephen Laurent et François Vaillancourt, « *Federal-Provincial Transfers for Social Programs in Canada: Their Status in May 2004* » (*Document de travail IRPP*, n° 2004-07). Cette étude analyse les modalités de financement servant à Ottawa à réaffirmer sa présence dans le domaine social, notamment depuis 1997 (y compris par l'entremise de fondations, de fonds ciblés et d'autres instruments). Depuis le retour à l'équilibre budgétaire, « le gouvernement fédéral a multiplié les programmes de toutes sortes pour accroître sa présence dans le champ social », concluent les auteurs. Or, « cela complique les relations fédérales-provinciales et, surtout, n'aide en rien les citoyens à tenir leurs gouvernements responsables de leurs actes ». L'étude a suscité beaucoup d'intérêt dans la presse francophone du Québec et dans l'Ouest du pays.

En prévision de la Conférence des premiers ministres sur l'avenir des soins de santé, tenue à la mi-septembre 2004, le chercheur principal de l'IRPP Thomas Courchene a fait le point sur les relations Canada-Québec dans une étude intitulée « *The Changing Nature of Quebec-Canada Relations: From the 1980 Referendum to the Summit of the Canadas* », mise en ligne début septembre (*Document de travail*, n° 2004-08). L'auteur y prédit que l'enjeu de la rencontre débordera de beaucoup la question de l'assurance-maladie. Et, de fait, le déséquilibre fiscal vertical, la péréquation, le statut distinct du Québec et la division des pouvoirs constitutionnels ont tous figuré au programme de ce « sommet des Canadas », dont l'incidence sur le fédéralisme canadien aura été considérable. Les chaînes CBC et SRC ainsi que les quotidiens *National Post*, *Ottawa Citizen*, *La Presse*, *The Gazette* et *Toronto Star* ont tous rendu compte de cette étude.

Renforcer la démocratie canadienne

Peu après le jugement Figueroa de la Cour suprême sur le statut de parti politique officiel et les seuils de candidatures, l'IRPP a publié en mai 2004 une étude de Heather MacIvor, « *The Charter of Rights and Party Politics* » (*Choix IRPP*, vol. 10, n° 4), qui examine les conséquences du jugement sur la loi électorale et analyse l'avant-projet C-3 élaboré en réponse à celui-ci. Cet avant-projet répond à ses deux principaux objectifs, estime l'auteure. La définition d'un parti politique, qui fixe le seuil aux fins d'inscription à « un candidat ou plus », met tout d'abord en conformité le régime d'inscription des partis de la *Loi électorale du Canada* avec la décision de la Cour suprême, qui a invalidé le seuil des 50 candidatures. Les nouvelles obligations juridiques et les pénalités auxquelles s'exposent les partis bidons préviennent ensuite l'usage abusif des dispositions de crédit d'impôt par des groupes qui prétendent fallacieusement constituer un parti. L'avant-projet omettrait toutefois de préciser si les avantages automatiquement consentis à tous les partis inscrits continueront de l'être, et si le seuil des votants pour les avantages en deux temps reste constitutionnellement valable.

La réforme électorale a fait l'objet d'une étude publiée en septembre, « *First Past the Post? Progress Report on Electoral Reform Initiatives in Canadian Provinces* », du chercheur invité de l'IRPP Henry Milner, qui a aussi paru en français sous le titre « *Le point sur la réforme électorale dans les provinces canadiennes : où se situe le Québec ?* » (*Enjeux publics IRPP*, vol. 5, n° 9). L'auteur y examine les réformes en cours dans cinq provinces et conclut que deux d'entre elles, le Québec et la Colombie-Britannique, montrent la voie à suivre. Il préconise l'adoption d'un système mixte proportionnel (SMP) pour corriger le rapport faussé entre suffrages exprimés et nombre de sièges sous l'actuel système majoritaire uninominal. L'étude rend compte des récents développements en Écosse et en Nouvelle-Zélande, deux pays ayant adopté le même modèle parlementaire que le Canada et dont la superficie s'apparentent à ceux des grandes provinces canadiennes, qui ont remplacé leur système majoritaire uninominal par le SMP.

En octobre 2004, nous avons mis en ligne un texte de Thomas Axworthy, « *Addressing the Accountability Deficit: Why Paul Martin's Minority Government Must Pay More Attention to the Three A's* » (*Document de travail IRPP*, n° 2004-11), dans lequel l'auteur soutient que la question du déficit démocratique déborde le rôle du Parlement. Il examine diverses sphères de gouvernance, du régime électorale aux partis politiques en passant par le Parlement et la fonction publique, et conclut que l'imputabilité de toutes ces institutions est aussi vague que confuse.

Nous avons publié en février 2005 *Strengthening Canadian Democracy*, un ouvrage dirigé par Paul Howe, Richard Johnston et André Blais qui regroupe bon nombre d'études issues du programme de recherche Renforcer la démocratie canadienne, mises à jour en fonction de l'actualité politique récente et accompagnées d'une nouvelle introduction de Paul Howe. À l'occasion du lancement au Cercle national des journalistes d'Ottawa, un débat d'experts sur la réforme électorale a réuni les trois directeurs et le chercheur principal associé de l'IRPP Leslie Seidle.

À l'invitation du Public Policy Forum et conformément à sa mission, l'IRPP a organisé à Montréal une petite table ronde sur la question des partis politiques face au déficit démocratique, dans le cadre des consultations fédérales sur la réforme démocratique. Universitaires et spécialistes ont examiné les causes et les conséquences du déficit démocratique lors des deux premières séances. Les deux dernières, axées sur le rôle des partis au Canada, ont donné lieu à des propositions visant à renforcer leur légitimité.

Strengthening
Canadian
Democracy

Renforcer
la démocratie
canadienne

IRPP.ORG

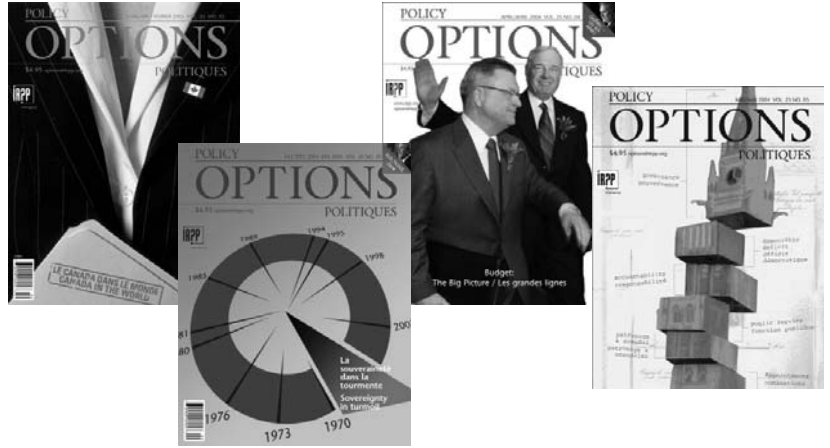
Cette année encore, le site Web de l'IRPP a été largement consulté. Dans les 12 mois se terminant le 31 mars 2005, le www.irpp.org a accueilli près de 200 000 visiteurs, pour la plupart représentants du gouvernement, décideurs, journalistes, professeurs et étudiants. Ceux-ci ont téléchargé un total de 900 000 documents et publications – une hausse de 25 p. 100 par rapport à 2003-2004 –, selon une répartition analogue à celle de l'an dernier : articles d'*Options politiques* (environ 50 p. 100), études *Choix IRPP* et *Enjeux publics IRPP* (20 p. 100), documents de travail, actes de conférence, discours et textes variés (30 p. 100).

Créée en 2003-2004, la section « À la une » de notre page d'accueil est désormais un lieu clé de diffusion des recherches passées et présentes de l'IRPP, qui nous permet de promouvoir nos travaux suivant l'actualité. L'usage stratégique de cette section a transformé les publications de l'Institut en références de choix dans une variété de domaines, notamment les services de garde à la petite enfance, le fédéralisme fiscal, les soins de santé et la sécurité nationale.

En janvier 2005, la section « Salle des nouvelles » a fait l'objet d'importantes améliorations destinées à répondre aux besoins particuliers des éditeurs et journalistes. Un « Guide d'experts » en ligne permet de retracer rapidement les membres et employés de l'IRPP par champ de spécialisation, tandis que des archives de textes d'opinion liés à nos travaux, publiés et non publiés, peuvent être consultés par les éditeurs en quête d'analyses sur différentes questions politiques.

En février 2005 a eu lieu le lancement de @propos, un bulletin mensuel visant à attirer chercheurs, étudiants, journalistes et experts sur le site Web de l'IRPP. Envoyé sous forme imprimée à certains médias clés, ce bulletin est acheminé par voie électronique aux abonnés de plus en plus nombreux de la liste de distribution de l'Institut, qui peuvent accéder en quelques clics à nos études et publications.

Autant d'améliorations qui font du www.irpp.org un lieu de diffusion toujours plus efficace et convivial des travaux de recherche, publications et activités de l'IRPP, aussi bien à l'intention des milieux politiques que des internautes de tous horizons.



OPTIONS POLITIQUES

Depuis son entrée en fonction, le rédacteur en chef L. Ian Macdonald a continué de rapprocher de l'actualité le contenu de la revue de l'IRPP, de façon que les analyses de nos collaborateurs restent à l'avant-plan du débat politique en cours au Canada comme dans le monde. Sous l'impulsion de sa rédactrice en chef adjointe Sarah Fortin, *Options politiques* suscite en outre un nombre grandissant d'articles d'observateurs, de spécialistes et d'universitaires francophones.

L'année 2004-2005 ayant marqué le 25^e anniversaire de la revue, l'IRPP a souligné l'événement au début du printemps dernier à l'occasion d'un dîner de gala tenu à Toronto honorant son premier rédacteur en chef et fondateur, Tom Kent. Celui-ci a rappelé dans ses propos que la revue, à l'origine une publication trimestrielle, paraît aujourd'hui 10 fois par année. Il a aussi observé qu'elle a beaucoup gagné en influence au fil des années, sans jamais déroger à son objectif initial d'enrichir et d'encadrer le débat sur les politiques publiques au Canada.

Nous avons également souligné cet anniversaire en publiant un numéro spécial entièrement bilingue, une première depuis la fondation de la revue. Certains des meilleurs spécialistes du pays y ont analysé les grands enjeux des 25 dernières années et les principaux défis du quart de siècle à venir. Ce numéro anniversaire nous a aussi offert une rare occasion d'examiner les caractéristiques linguistiques de notre lectorat virtuel. Nous avons ainsi confirmé le vif intérêt suscité par la revue chez nos lecteurs francophones, dont émanaient pour ce numéro 32,1 p. 100 des demandes d'articles en ligne. Conformément à notre objectif d'accroître notre lectorat mais aussi notre diffusion auprès des francophones, nous avons porté à trois par numéro le nombre moyen d'articles de fond publiés en français (hormis celui du 25^e anniversaire). Nous avons de même obtenu la collaboration du politologue Alain Noël, de l'Université de Montréal, qui rédige maintenant une chronique en français aux côtés de celles de nos chroniqueurs anglophones Joseph Heath et William Watson.

Enfin, nous avons lancé dans ce numéro-anniversaire une invitation à la publicité d'intérêts publics. Les revenus ainsi générés serviront à élargir le tirage d'*Options politiques*.

Plus généralement, nous avons poursuivi la restructuration de la revue en retenant pour nos thèmes-couvertures des questions d'actualité comme l'élection fédérale de 2004 ou l'examen de la politique étrangère. Pour une deuxième année consécutive, *Options politiques* a obtenu une nomination de la Fondation nationale des prix du magazine canadien, cette fois pour un article de Richard Gwyn du numéro de septembre 2004, qui expliquait pourquoi les Canadiens « ont réélu les libéraux après les avoir punis ».

Un nombre record d'articles d'*Options politiques* ont été publiés comme textes d'opinion et cités dans les médias de tout le Canada. En tout, 428 789 articles de la revue ont été téléchargés et la page d'accueil a attiré environ 40 000 visiteurs, ce qui témoigne de la prépondérance grandissante d'*Options politiques* en tant que revue canadienne d'information politique.



L'IRPP dans les médias

Le rayonnement des travaux de l'Institut dans le domaine public peut se mesurer à l'aune de la couverture médiatique suscitée par nos publications et conférences. En grande partie grâce aux efforts conjugués de la directrice des communications et des relations publiques, Jasmine Sharma, de l'associé principal à la diffusion de la recherche, Jeremy Leonard, et du conseiller en communications, James Ferrabee, l'IRPP a accru sa présence dans les médias pendant l'exercice 2004-2005. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 365 jours, l'IRPP a été cité 673 fois dans la presse de tout le pays, soit 1,84 fois par jour en moyenne. Mieux encore, ces mentions ont sans cesse augmenté en « qualité » et se retrouvaient souvent en section éditoriale. C'est ainsi que les publications de recherche de l'Institut et les articles d'*Options politiques* ont donné lieu à la parution de 59 textes d'opinion.

30 ANS
YEARS
An independent voice for better public policy
Un regard indépendant sur les politiques publiques

Le Fonds de la quatrième décennie

Créé dans la foulée du 30^e anniversaire de l'Institut, le Fonds de la quatrième décennie vise principalement à favoriser la diffusion de nos travaux auprès de publics clés de tout le pays. Les activités privilégiées à cet égard sont les suivantes : distribution vaste et ciblée de la revue *Options politiques*, diffusion des documents des séries *Choix et Enjeux publiques*, et financement des dîners de travail, déjeuners-causeries et symposiums organisés par l'IRPP au pays comme à l'étranger.

Un grand nombre de donateurs ont soutenu le Fonds par l'entremise du Dîner du 25^e anniversaire d'*Options politiques* ou par des dons directs, parmi lesquels Aird & Berlis LLP, Alcan inc., BMO Groupe financier, Bombardier, CN, Energy Savings Income Fund, Fraser Milner Casgrain LLP, Imperial Tobacco, McLean Budden Ltd., McMillan Binch LLP, Rogers Group of Companies, P. Anthony Ennis, TD Securities Inc., The Network Executive Team (TNET), Torstar Corporation et Torsy LLP.

Pour leur appui, nous sommes également reconnaissants aux organisations qui ont fait paraître des annonces dans le numéro 25^e anniversaire d'*Options politiques*, dont les suivantes : Power Corporation of Canada, School of Policy Studies de l'Université Queen's, Alcan, CN, Hydro-Québec, AGL Graphiques Inc., Bombardier Aéronautique, Université d'Ottawa, Institut canadien d'information sur la santé, CIBC et Beutel Goodman.

Diverses organisations ont commandité plusieurs des déjeuners-causeries tenus l'an dernier, notamment Contrans, Deloitte et le Ontario Council of Teaching Hospitals.

Bien que le fonds de dotation de l'IRPP garantisse à la fois notre indépendance et une masse critique d'activités de recherche, ce généreux appui d'organisations qui jugent important de mieux diffuser la recherche pour en accroître la valeur et la portée nous est extrêmement utile en vue d'étendre le rayonnement de nos activités dans les secteurs aussi bien public que privé.

Nominations et départs

En septembre 2004, Leslie Seidle est devenu chercheur principal associé avec pour principal mandat de concevoir et d'organiser la troisième conférence de la série *L'art de l'État* prévue en octobre 2005 à Montebello. Familier de l'IRPP, il avait été de 1992 à 1996 directeur de recherche de notre programme sur la gouvernance. Son expérience des questions de politique électorale et fédérale contribuera grandement aux capacités de l'Institut. Ara Karaboghossian et Julian Wright se sont joints à nous à titre d'assistants de recherche, respectivement à nos bureaux de Montréal et de Toronto. Du côté des départs, Daniel Schwanen, jusqu'à récemment notre économiste principal, est désormais directeur de la recherche et de la planification stratégique au Centre pour l'innovation en gouvernance internationale. J'aimerais le remercier sincèrement pour son inestimable contribution à nos travaux, et lui souhaiter la meilleure des chances dans ses nouvelles fonctions.

Le programme de recherche de l'IRPP ne pourrait avoir toute la portée, la pertinence et la profondeur qui le caractérisent sans l'extraordinaire équipe de notre siège social de Montréal ni le fructueux réseau de chercheurs invités et d'universitaires du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni et d'ailleurs qui collaborent avec nous. J'ai aussi le privilège de travailler avec France St-Hilaire, vice-présidente à la recherche, et Suzanne Ostiguy McIntyre, vice-présidente aux opérations, de même qu'avec un réseau d'experts et de chercheurs passionnés par le développement économique et social du Canada, par les obligations et les défis qui sont les nôtres à l'échelle de l'hémisphère et du monde, et par la qualité de la gouvernance, de l'engagement démocratique et des relations fédérales-provinciales.

L'IRPP est tout aussi privilégié de pouvoir compter sur un Conseil dont les administrateurs cumulent une expérience aussi vaste que diversifiée des milieux des affaires et du monde universitaire, du secteur public et des politiques nationales et internationales. Bien que les administrateurs siègent au Conseil sur une base bénévole, leurs suggestions, avis et réflexions revêtent une grande importance dans les activités quotidiennes de l'IRPP. Je leur suis redevable de leur dévouement, tout comme je le suis à mes collaborateurs de leur indéfectible soutien.

À l'heure où le débat sur les choix, les enjeux et les politiques publiques qui importent à l'ensemble de la société civile n'a jamais été aussi indispensable, l'IRPP s'engage encore plus fermement à tout mettre en œuvre pour contribuer par l'intérêt de ses travaux à l'enrichissement et à la civilité de ce débat fondamental.



Hugh Segal, C.M.
Président, IRPP
Montréal,
le 6 juin 2005

RAPPORT DU COMITÉ DE PLACEMENTS

Le Fonds de dotation de l'IRPP a pour objectif de soutenir les travaux de l'Institut. Le Comité de placements vise à maintenir la valeur réelle du fonds après inflation, de façon qu'il produise les revenus nécessaires à nos activités futures. C'est pourquoi le conseil d'administration a décidé de retirer chaque année une somme égale à 5 p. 100 de la valeur trisannuelle moyenne du fonds plutôt que de récupérer les revenus réels qu'il génère. En privilégiant une moyenne trisannuelle, on atténue l'impact des changements du marché tout en améliorant la prévisibilité. En vertu de cette formule, la somme du Fonds de dotation dont nous avons disposé pour l'exercice 2004-2005 s'est élevée à 1 947 317 \$, en baisse 38 583 \$ par rapport au transfert de l'année précédente. Les gains en capital (3 115 039 \$) ainsi que les dividendes et intérêts (1 938 410 \$) ont totalisé 5 053 449 \$.

Il y a déjà plusieurs années, le Comité de placements avait établi une série de points de référence pour évaluer le rendement des gestionnaires de fonds. Depuis, il effectue à chaque trimestre l'examen de ce rendement pour s'assurer du respect de ces points de référence.

Après avoir rencontré de nombreuses sociétés d'investissement, le Comité de placements a décidé en 1999 de répartir le Fonds de dotation en deux parts égales. C'est ainsi que la société Beutel, Goodman and Company Ltd s'est jointe à Knight, Bain, Seath and Holbrook Capital Management (KBSH), qui gérait le Fonds depuis 1989. Mais au début de l'exercice 2004-2005, le Comité a dû rencontrer d'autres sociétés d'investissement puisque KBSH ne respectait plus depuis un certain temps le point de référence établi pour le Fonds. Après mûre réflexion, le conseil d'administration a donc accepté en juin 2004 la recommandation du Comité de remplacer KBSH par la société McLean Budden Investment Managers.

Le tableau ci-dessous illustre, par rapport aux points de référence susmentionnés, la performance de nos gestionnaires pour l'année écoulée et, le cas échéant, les quatre dernières années

Fin de l'exercice	31/3/05	31/3/04	31/3/03	31/3/02
Rendement annuel				
Beutel Goodman	6,9 %	22,5 %	-13,3 %	11,7 %
Benchmark	6,3 %	21,2 %	- 8,9 %	3,8 %
McLean Budden	S/O	S/O	S/O	S/O
Rendement sur 4 ans (annualisé)				
Beutel Goodman	6,1 %	7,4 %	3,7 %	S/O
Benchmark	5,0 %	2,3 %	1,3 %	4,9 %
McLean Budden	S/O	S/O	S/O	S/O

La valeur composite du marché du fonds, y compris les autres éléments d'actif à court terme (comptes recevables et payables, espèces et gains en capital), s'établissait à 39 688 593 \$ au 31 mars 2005. De cette somme, 1 712 853 \$ constituent des fonds inaliénables dont on a autorisé le transfert au compte de gestion pendant l'année courante et les années antérieures, et qu'on avait provisoirement laissés dans le Fonds de dotation pour maximiser le rendement des fonds générés par les conseillers en placement.

Le tableau ci-dessous illustre la composition de l'actif à la clôture des exercices 2004 et 2005.

	Mclean Budden 31/3/05	KBSH 31/3/04	Beutel 31/3/03	Goodman 31/3/02
Valeur marchance	18 329 227 \$	18 444 939 \$	21 272 153 \$	21 017 027 \$
Composition de l'actif				
Espèces et valeurs				
assimilables	2,7 %	2,2 %	4,0 %	3,4 %
Revenu fixe	45,4 %	39,9 %	39,1 %	42,1 %
Actions canadiennes	25,6 %	27,0 %	26,5 %	22,3 %
Actions américaines	13,6 %	18,1 %	28,8 %	31,7 %
Actions étrangères	12,7 %	12,8 %	1,6 %	0,5 %
Actions totales	51,9 %	57,9 %	56,9 %	54,5 %

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux administrateurs de
l'Institut de recherche en politiques publiques

Nous avons vérifié le bilan de l'Institut de recherche en politiques publiques au 31 mars 2005 et les états des résultats et de l'évolution du solde de fonds et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2005 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte & Touche LLP
Comptables agréés

Le 13 mai 2005

État des résultats
et de l'évolution
du solde de fonds

de l'exercice terminé
le 31 mars 2005
(en milliers de dollars)

	2005 \$	2004 \$
Produits		
Produits de placements (note 3)	2 333	2 391
Excédent (insuffisance) du revenu de placement net sur le revenu de placement approuvé pour les opérations (note 3)	2 523	(589)
Revenu de placement net	4 856	1 802
Publications	81	53
Autres	370	196
	5 307	2 051
Charges		
Frais généraux de recherche et de soutien	2 247	2 013
Magazine <i>Options politiques</i>	278	292
Coût des publications	176	206
Intérêts	5	5
Amortissement des immobilisations	28	18
	2 734	2 534
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	2 573	(483)
Solde de fonds au début	33 413	33 896
Solde de fonds à la fin	35 986	33 413

Bilan

de l'exercice terminé
le 31 mars 2005
(en milliers de dollars)

	2005 \$	2004 \$
Actif		
À court terme		
Encaisse	74	58
Dépôts à terme et bons du Trésor	68	66
Débiteurs		
Produits à recevoir	140	240
Autres	180	73
Frais payés d'avance	57	50
	519	487
Titres négociables (note 4)	35 837	33 377
Immobilisations (note 5)	93	55
	36 449	33 919
Passif		
À court terme		
Dette bancaire (note 6)	72	119
Créditeurs et charges à payer	168	225
Produits reportés (note 7)	62	85
	302	429
Obligation au titre de la provision pour prestations de retraite	161	77
	463	506
Actif net		
Investi en immobilisations	93	55
Affectations d'origine interne (note 8)	35 893	33 358
	35 986	33 413
	36 449	33 919

État des flux
de trésoreriede l'exercice terminé
le 31 mars 2005
(en milliers de dollars)

	2005 \$	2004 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement		
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	2,573	(483)
Ajustements pour :		
Gain à l'aliénation de placements	(3,115)	(751)
Amortissement des immobilisations	28	18
Obligation du titre de la provision pour prestations de retraite	84	37
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	65	17
Frais payés d'avance	(7)	(15)
Créditeurs et charges à payer	(57)	3
Produits reportés	(23)	71
	(452)	(1,103)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement et d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(66)	(26)
Acquisition de placements	(52,925)	(25,455)
Vente de placements	53,580	26,573
	589	1,092
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	137	(11)
Situation de la trésorerie au début	5	16
Situation de la trésorerie à la fin	142	5
Composée des éléments suivants		
Encaisse	146	58
Dépôts à terme et bons du Trésor	68	66
Dette bancaire	(72)	(119)
	142	5

1. Description de l'organisme

L'Institut de recherche en politiques publiques (l'« Institut ») est un organisme national et indépendant sans but lucratif. L'Institut a pour mission de favoriser le développement de la pensée politique au Canada par son appui et son apport à un processus élargi, plus éclairé et plus efficace d'élaboration et d'expression des politiques publiques. L'Institut est constitué en tant qu'organisme sans but lucratif en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et constitue un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada selon la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

Constatation des produits

Les apports affectés relatifs au fonctionnement sont constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports reçus à titre de dotations sont constatés à titre d'augmentations directes dans le solde du fonds.

Coût des publications

Le coût des publications est imputé aux résultats lorsque engagé.

Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au coût. L'amortissement est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux calculés pour amortir le coût des actifs moins leur valeur résiduelle sur leur durée de vie utile estimative. Le matériel informatique et le matériel de bureau sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail.

Placements

Les placements sont évalués chaque année et font l'objet d'une dévaluation lorsqu'ils ont subi une perte de valeur durable.

Les gains ou les pertes réalisés à la vente de placements sont calculés selon la méthode du coût moyen.

Affectations

Le conseil d'administration de l'Institut peut user de son pouvoir discrétionnaire pour affecter au fonds de dotation la totalité ou une partie de tout excédent de fonctionnement.

3. Produits de placements

Le fonds de fonctionnement conserve, pour son propre usage, des produits de placements dont la somme correspond à 5 % de la valeur marchande moyenne du fonds de dotation à la fin des trois exercices précédents. Selon cette formule, au cours de l'exercice, le conseil d'administration a mis une somme de 1 947 317 \$ (1 985 901 \$ en 2004) à la disposition du fonds de fonctionnement. Le conseil d'administration a également approuvé l'utilisation d'une somme de 385 697 \$ (405 548 \$ en 2004) de l'excédent de fonctionnement accumulé pour couvrir les activités de l'exercice en cours pour un total de 2 333 014 \$. En date du 31 mars 2005, l'excédent de fonctionnement accumulé était de 142 000 \$ (439 000 \$ en 2004).

Les produits de placements gagnés se composent comme suit :

	2005	2004
	\$	\$
Produits tirés de ressources détenues à titre de dotations	1 938	1 224
Gain à l'aliénation des placements du fonds de dotation - montant net	3 115	751
Frais de gestion des placements et frais de garde	(197)	(173)
	4 856	1 802

4. Titres négociables

	2005		2004	
	Coût	Valeur marchande	Coût	Valeur marchande
	\$	\$	\$	\$
Obligations	17 251	17 773	16 448	17 145
Actions	18 586	21 629	16 929	22 277
	35 837	39 402	33 377	39 422

5. Immobilisations

	2005		2004	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Matériel informatique	331	(264)	67	53
Matériel de bureau	111	(85)	26	2
Améliorations locatives	63	(63)	-	-
	505	(412)	93	55

6. Dette bancaire

Une banque à charte canadienne a consenti à l'Institut une marge de crédit de 500 000 \$ à taux préférentiel. À titre de garantie pour tout emprunt en vertu de la marge de crédit, la banque détient une lettre d'engagement confirmant que les placements du fonds de dotation ne sont assujettis à aucune charge qui les rendrait inaptes au service de la dette de l'Institut.

En date du 31 mars 2005, la marge de crédit n'était pas utilisée, la dette bancaire résultant seulement des chèques en circulation.

7. Produits reportés

Les produits reportés du fonds de fonctionnement sont les suivants :

	2005	2004
	\$	\$
Apports reportés(a)	46	25
Abonnements au magazine <i>Options politiques</i>	16	18
Conférence sur la migration, le commerce et la sécurité	-	42
	62	85

(a) Les apports reportés représentent des apports affectés à des projets spécifiés par les bailleurs de fonds. Les apports reportés sont ajoutés aux produits du fonds de fonctionnement dans la période au cours de laquelle les charges correspondant à ces projets spécifiques sont engagées.

8. Affectations de l'actif net

L'actif du fonds de dotation a été grevé d'affectations d'origine interne par le conseil d'administration de l'Institut selon lequel cet actif doit être maintenu de façon permanente en vue de financer les activités de fonctionnement de l'Institut. Ces sommes assujetties à des affectations d'origine interne ne peuvent être utilisées à d'autres fins sans l'approbation du conseil d'administration.

9. Engagements

L'Institut a conclu des contrats de location-exploitation visant la location de matériel et de locaux. Les montants suivants sont exigibles pour les cinq prochains exercices :

	\$
2006	69 034
2007	66 631
2008	70 216
2009	71 710
2010	71 710

10. Instruments financiers

a) Risque de taux d'intérêt et risque de change

L'Institut est exposé à un risque financier, en raison de la fluctuation des taux d'intérêt et des taux de change qui ont une incidence sur ses investissements dans des titres négociables. L'Institut n'utilise aucun instrument dérivé pour gérer son exposition à ces risques.

b) Juste valeur

La juste valeur des titres négociables est présentée à la note 4. La juste valeur des autres actifs et passifs monétaires se rapproche de leur valeur comptable.

11. Chiffres correspondants

Au cours de l'exercice précédent, les activités du fonds de fonctionnement et du fonds de dotation ont été présentées séparément. Comme il ne s'agit pas d'un complément d'information significatif, seuls les résultats combinés de toutes les activités ont été présentés.

En outre, certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.